la cgt France Travail Occitanie

Le 5 novembre, avant, après : En grève et manifestations !

Vilipendée, mutilée, gazée, la jeunesse tient bon depuis le début du mois d'octobre. À nous de la rejoindre, par la grève et dans la rue, avec la même détermination.

Pas casseur·ses, mais travailleur·ses

Les 17 et 24 octobre, près de **800 000** personnes ont déferlé dans la rue revendiquant, **dans le calme**, un cadre d'étude favorable et un budget idoine, mais aussi la hausse des salaires, la fin de la vie chère, et une redistribution des richesses plus juste.

Qu'en retiennent le gouvernement et les médias ? Des vitrines brisées et des magasins pillés. Mais dans les faits, **moins de 1%** de manifestant·es ont été interpelé·es.

La CGT n'a jamais cautionné la casse et la condamne systématiquement, à commencer par celle organisée par le gouvernement, ses complices, et les capitalistes :

- **L'État casse le service public**. Rien qu'à France Travail, le PLF 2027 prévoit une baisse de 18 % de subvention et 400 suppressions de postes en plus des 795 de 2025-26.
- **Les capitalistes pillent les poches des travailleur·ses**. Nos salaires décrochent de l'inflation quand la surtaxe sur les bénéfices des grandes entreprises est ramenée de 7,5 à 5 milliards d'euros : 2,5 milliards de cadeau.
- **On nous fait payer la facture**. Si on nous demande de travailler plus longtemps, si nos frais de santé sont moins bien remboursés, c'est parce qu'on exonère le patronat de cotisations sociales.

Le cynisme prévaut : lorsque les industriels de l'agriculture de la **FNSEA** cassent et menacent, quand le **Medef** se fâche, ils obtiennent gain de cause. Quand **la classe laborieuse** se lève, on crie à l'infamie, menant à la levée des boucliers - des CRS - et on répond par la répression et l'autoritarisme : manifestations interdites, couvre-feux, RAID, GIGN et BRI déployés dans les rues. **Deux poids, deux mesures**.

L'interdit n'a pas eu raison de la liberté

Malgré les **injonctions présidentielles** et les **arrêtés préfectoraux liberticides** qui ont suivi, une marée humaine a défilé dans toute la France, rappelant que **le droit de manifester n'est pas une option** et défendant leur droit à l'éducation, à la juste rémunération, à la santé, à la non-discrimination ...

À nous de nous mettre en grève

Contrôles de la recherche d'emploi automatisés grâce à l'IA, nouvelles modalités d'accompagnement cadrées et encadrées, objectifs de résultats insensibles à l'économie en crise, salaires qui régressent plus qu'ils ne plafonnent... **C'est maintenant que se joue l'avenir de nos emplois**. La jeunesse a ouvert la voie. C'est à présent à nous, avec celles et ceux qui font tourner la société, de peser de toutes nos forces par la grève, et de mettre le gouvernement et le patronat sous pression.

En grève le 5 novembre, imposons :

- L'**augmentation** du point d'indice, des salaires et des pensions
- L'**augmentation** des effectifs en CDI et la titularisation des CDD qui le souhaitent
- L'**abrogation de la loi Plein emploi** et l'arrêt du plan d'efficience et des réorganisations
- Des moyens pour les services publics, l'école et la Sécurité sociale : **ni suppression de poste, ni baisse de moyens**
- L'**arrêt de la répression** et de la criminalisation du mouvement social

Le préavis nous couvre, faisons grève !

Un préavis de grève couvre chaque jour tou·tes les agent·es, **au moins jusqu'au 30 novembre**. Une heure, une demi-journée, une journée : **chacun·e peut se mettre en grève** pour participer à une AG, un rassemblement ou une manifestation. Alors organisons nous dans nos agences !

Nous appelons à participer à toutes les initiatives, qu'elles viennent du monde du travail ou de la jeunesse : Ensemble, nous sommes plus forts.

cgtftocc.org
syndicat.cgt-occitanie@francetravail.fr
38 bis, rue Louis Plana
31500 TOULOUSE
T. 05 62 16 78 16 / 12
1350 av A. Einstein, bât 11
34000 MONTPELLIER
T. 04 99 54 94 98 / 99